

MEDIATION

Semestriel
publié par
la Fondation
Hirondelle

S'INFORMER POUR COMPRENDRE, DIALOGUER POUR S'ENTENDRE

Par l'information, faire reculer la peur

Créée suite au génocide rwandais, la Fondation Hirondelle a choisi de travailler à travers le journalisme et le soutien aux médias dans des pays fragilisés et meurtris par les conflits. Par une information fiable et de proximité, nous nous efforçons de faire reculer la peur, les rumeurs, et les réponses violentes aux crises. Il s'agit aussi de contribuer à (re)créer la possibilité du dialogue, un espace médiatique non violent, construit sur la base de faits et de réalités partagés. Par deux fois, des armes ont fait taire nos médias : à Bukavu en 1996 lors du départ des troupes de Laurent-Désiré Kabila vers Kinshasa, et à Monrovia en 2000 sur ordre de l'armée de Charles Taylor. La violence demeure hélas le quotidien de millions de nos auditeurs.trices aujourd'hui en RDC, au Sahel, en RCA, au Myanmar. La traiter est donc au cœur de notre travail. Cela exige rigueur et irréprochabilité à nos rédactions, mais aussi courage de la part de toutes et tous, face aux risques. La qualité des informations produites, leur enracinement local et leur représentativité, accompagnés de formations sur le journalisme en zones de crise et en sécurité sont essentiels. De même que la transparence et le dialogue pour expliquer notre travail et le faire accepter par toutes les parties.

Caroline Vuillemin
Directrice générale



Pendant une manifestation à Hong-Kong, en décembre 2019 © Anthony Wallace / AFP

LES MÉDIAS FACE À LA VIOLENCE

Depuis le début des années 2010, les violences, armées ou non, se modifient et trouvent un relais protéiforme sur les réseaux sociaux. Les journalistes doivent redoubler de prudence et d'ingéniosité pour en rendre compte sans les attiser.

Dans un monde où la quantité d'informations diffusées augmente chaque année de manière exponentielle, générant une bataille féroce pour capter l'attention du public, il peut être tentant pour les médias de représenter massivement la violence. Ceci, non parce que ses occurrences sont particulièrement en hausse. La violence armée n'est responsable que d'un pour cent des décès dans le monde, dont à peine un quart dans le cadre de conflits. De plus, nous a appris il y a déjà dix ans le sociologue canadien Steven Pinker⁽¹⁾, la violence armée décline globalement sur le long terme, même si on en constate une légère recrudescence depuis le début des années 2010. Mais la conflictualité fait partie des invariants au cœur de l'attention humaine, constate le sociologue Gérald Bronner dans un essai passionnant sur l'économie d'Internet et des réseaux sociaux.⁽²⁾ Diffuser des contenus violents, ou qui attisent la violence, peut ainsi permettre de capter l'attention du public. Certains médias, et les réseaux sociaux, utilisent ce biais pour générer de l'audience, ou des « clics ».

Or le rôle des journalistes, et des médias d'information, est aussi de traiter de la violence. Conflits, guerres, terrorisme et violences extrêmes, violences contre les minorités... : la violence change de forme ces dernières années. À côté des conflits classiques entre États ou groupes politico-militaires (Afghanistan, Syrie, Yémen...) se développent des guerres particulièrement meurtrières impliquant des groupes mafieux (Amérique latine) ou des attaques sporadiques mais répétées contre des civils sur un vaste territoire (Afrique de l'Ouest). Dans tous ces conflits, l'information est un enjeu majeur. Les parties en conflit se saisissent désormais des réseaux sociaux, tant pour émettre leur propagande que pour encourager la publication d'informations fausses destinées à maintenir la population dans un climat d'incertitude et de peur. Elles ont tendance à écarter voire à viser les journalistes, notamment locaux, dont une soixantaine sont tués chaque année dans le cadre de leurs fonctions.

Dans ce terrain peu sûr, et très mouvant, les techniques journalistiques et les mesures de prudence sont à réinventer, afin de réaliser des reportages équilibrés sur la violence sans contribuer à la propager. L'usage des nouvelles technologies, et notamment les renseignements d'origine source ouverte (OSINT en anglais) puisant sur Internet et les réseaux sociaux, peut y aider. Et plus encore une démarche visant à faire entendre la voix des victimes, mais aussi la complexité de la violence dans ses causes profondes et dans sa durée. voire à tenter de faire dialoguer des parties prenantes au conflit, dans un acte performatif où le journalisme traite autant de la violence qu'il contribue à la diminuer. ■

(1) Steven Pinker, "The Better angels of our nature – Why violence has declined" (Viking Books, 2011).

(2) Gérald Bronner, Apocalypse cognitive (PUF, 2021).

Entretien

RENDRE
COMPTE DE LA
COMPLEXITÉ DE
LA VIOLENCE

Dans le village syrien de Marayan (province d'Idlib) après un bombardement, octobre 2017 © Omar Haj Kadour / AFP



© DR

Grand reporter, professeur de journalisme international et conseiller d'organisations de défense des droits humains et de protection des journalistes, Jean-Paul Marthoz puise dans son parcours des principes de conduite afin que les journalistes puissent rendre compte de la complexité des conflits sans alimenter les violences qu'ils relatent.

Quelle est votre expérience journalistique des situations de violence extrême ?

Jean-Paul Marthoz : J'ai couvert les insurrections, les dictatures et la guerre de la drogue en Amérique latine dans les années 1980 pour *Le Soir* de Bruxelles. J'ai fait des missions pour des organisations journalistiques en Algérie et en Afrique de l'Est et australe dans les années 1990, au Liban dans les années 2000, en Russie, en Tunisie et en Turquie dans les années 2010. Depuis, j'observe et documente ces situations,

notamment pour des ONG de défense de droits humains et pour des organisations internationales. Je viens d'inaugurer un cours sur les médias et le terrorisme à l'Université catholique de Louvain (UCLouvain, Belgique).

Dans vos ouvrages⁽¹⁾, vous avez tenté de synthétiser quelques règles pour que les journalistes confronté.e.s à des situations de violence extrême puissent en rendre compte sans être amené.e.s à les alimenter. Quelles sont ces règles ?

D'abord s'inspirer d'une doctrine forte du journalisme, qui se fonde sur le sentiment d'humanité et le sens de la responsabilité. Tout en respectant le principe essentiel du métier : la recherche de la « vérité ». Qui est responsable ? Pourquoi une société bascule-t-elle dans la violence extrême ? La vérité est plus grande que l'établissement des faits. Il faut ouvrir le grand angle, ne pas se limiter à couvrir le champ de bataille mais essayer de comprendre l'impact de la violence extrême sur l'ensemble de la société, sur ses membres les plus fragiles. Il faut enquêter sur ceux qui profitent de cette violence et du chaos, mais aussi parler de tous ceux qui luttent pour arrêter la violence et préserver un minimum d'humanité et de solidarité.

Il faut aussi chercher les racines de cette violence dans l'histoire, les relations sociales, les idéologies, les relations internationales. Ce grand angle impose d'enquêter sur les acteurs internationaux qui attisent le conflit ou qui ne font pas

assez pour l'arrêter. Il faut envisager ces faits de violence de manière à la fois globale et locale, établir les liens entre cette violence, parfois géographiquement très éloignée, et la réalité des puissances grandes ou petites qui y interviennent, le rôle éventuel de leurs gouvernements, de leurs entreprises.

Il faut enfin préserver son autonomie par rapport à tous les intervenants, exercer un regard critique à l'égard de tous les témoignages. Mais sans tomber dans l'équivalence morale : la neutralité entre un génocidaire et sa victime n'est pas une vertu journalistique. Les journalistes les plus éminents (Joseph Kessel, George Orwell, Martha Gellhorn, Albert Camus, et plus récemment Anna Politkovskaïa, Nicholas Kristof ou Marcela Turati) n'ont jamais été neutres ou « impartiaux » quand il s'est agi de défendre la dignité humaine. Mais ce parti pris humaniste doit se faire sans compromettre la recherche de la vérité.

Dans ces situations violentes, il convient aussi de protéger les personnes sources des journalistes: ne pas mettre en danger les gens, souvent des victimes, témoins ou opposants, qui vous fournissent des informations. C'est un impératif absolu.

**S'inspirer
d'une doctrine
forte du
journalisme,
entre
sentiment
d'humanité et
sens des
responsabilités**

(1) Entre autres le manuel *Les médias face au terrorisme* (Unesco, 2017) et l'essai *En première ligne : le journalisme au cœur des conflits* (Mardaga, 2018).

L'émergence des réseaux sociaux, et l'usage généralisé dont ils font l'objet désormais, ont-ils transformé ces règles ?

Face aux réseaux sociaux, le travail des médias est difficile. D'une part, les médias n'ont jamais eu le monopole de l'information sur les conflits armés : tous les acteurs (gouvernements, groupes armés...) développent des politiques de communication et de censure qui peuvent troubler voire dominer l'information. D'autre part, Internet et plus encore les réseaux sociaux sont venus tout bousculer. Un nouvel univers d'informateurs et de désinformateurs, de témoins, de commentateurs, d'agitateurs, de spécialistes des stratégies d'influence, s'est ajouté, diffusant des masses de messages et d'opinions et compliquant le travail de sélection, de vérification et d'interprétation des faits. Ces technologies et ces pratiques jouent souvent un rôle d'accélérateur des discours violents. Les journalistes, qui ont le plus souvent appris à faire le tri sur le terrain, sont désormais confrontés à un nouveau champ de bataille en ligne. Et ce, d'autant que les territoires des violences leur sont de plus en plus souvent interdits par les parties en conflit. Ils doivent apprendre à confronter ces différentes sources, à décoder la vérocité des messages postés sur les réseaux sociaux pour ne pas se laisser influencer par les stratégies d'influence des différents acteurs du conflit. Pour des journalistes non spécialistes de la zone en conflit, ce décryptage est extrêmement difficile à effectuer.

Mais alors que les champs de bataille sont de moins en moins accessibles aux journalistes, y compris locaux, ces technologies sont aussi des outils exceptionnels pour mieux couvrir les conflits et documenter la violence extrême, au moyen notamment de l'OSINT (Open Source Intelligence ou « renseignement d'origine source ouverte », dont les images satellitaires, vidéos citoyennes, etc.). Le travail de Bellingcat, groupe international indépendant de chercheurs, d'enquêteurs et de journalistes citoyens fondé par le journaliste et blogueur britannique Eliot Higgins, me semble caractéristique de ces nouvelles possibilités journalistiques. Celui-ci a été auditionné par l'équipe d'enquêteurs internationaux dans le cadre du procès du crash du vol MH17 Malaysia Airlines abattu en juillet 2017 dans l'Est de l'Ukraine. En collectant des milliers d'éléments (photos, vidéos, témoignages...) postés sur les réseaux sociaux, et en traitant ces données, Bellingcat a réussi à identifier le trajet du missile depuis une unité militaire en Russie, jusqu'à un territoire ukrainien sous contrôle des rebelles pro-russes depuis lequel il a été tiré. De la même manière, concernant les bombardements au gaz sarin des localités syriennes de Al Lataminah et Al Cheikhoun proches de Hama en mars-avril 2017, Bellingcat a réussi à démontrer

Avec les réseaux sociaux, les journalistes sont confrontés à un nouveau champ de bataille en ligne

l'implication du régime syrien alors que celui-ci était censé avoir détruit 100 % de son arsenal chimique un an auparavant.⁽²⁾ Evidemment, l'usage journalistique de ces nouvelles technologies n'est que complémentaire des enquêtes de terrain, lorsque l'accès à celui-ci reste possible.

Vous avez notamment écrit un manuel, *Les médias face au terrorisme, pour l'UNESCO*. Comment analysez-vous les enjeux de la couverture de la violence extrême dans une région comme le Sahel, qui y est confrontée depuis plusieurs années ?

Je crois que, comme l'Afghanistan dans les années 1990, le Sahel est typiquement une région qui est longtemps restée éloignée du regard des grands médias parce qu'elle était jugée peu stratégique et

parce que la violence qui s'y déroulait était de faible intensité. Mais aujourd'hui que cette violence s'accroît, on voit à quel point on manque d'expertise pour la comprendre. Suivre au long cours ce type de conflits est pourtant capital sur le plan journalistique : cela répond d'une part à un « critère d'humanité »⁽³⁾ qui me semble central (la distance ne justifie pas notre indifférence), d'autre part à une nécessité stratégique pour mieux appréhender les phénomènes économiques, migratoires, sociaux, etc., qui traversent d'autres sociétés, y compris au Nord, dans un monde de plus en plus imbriqué. Les crises du Sahel nous rappellent aussi que les violences extrêmes sont le plus souvent le fruit d'une situation complexe. Le métier du journalisme n'est pas de « simplifier », mais de rendre compréhensible et accessible cette complexité. ■

Les réseaux sociaux, accélérateurs de conflictualité

Dans un essai très documenté paru en janvier 2021⁽¹⁾, le sociologue Gérald Bronner dresse un état des lieux des biais cognitifs sur lesquels s'appuient les algorithmes des réseaux sociaux et moteurs de recherche, pour renforcer notre addiction à ces outils numériques. Parmi ces biais figurent l'apathie pour la sexualité, la surévaluation des risques par la peur, l'alerte devant tout type de conflit, la satisfaction d'être conforté.e dans ses croyances, la mise en valeur du moi. Autant de dispositions humaines invariables, dérivant de réflexes de survie pour l'individu ou pour l'espèce à l'époque paléolithique, mais qui à l'ère du grand marché mondial dérégulé de la publication immédiate, contribuent à la propagation rapide des mensonges, des messages simplificateurs, des réactions instinctives, et donc, parfois, de la violence.

En 2018 ainsi, une étude du Massachusetts Institute of Technology sur 126 000 posts sur Twitter a montré que les fausses informations y sont partagées davantage, et six fois plus rapidement, que les vraies informations. Cette tendance s'est encore confirmée dans les mois précédant l'élection présidentielle américaine du 4 novembre 2020, comme le documente notamment une étude de l'Institute for Strategic Dialogue (ISD) qui s'est intéressée au groupe complotiste QAnon⁽²⁾. Et plus encore dans les heures qui ont suivi : créé le soir de l'élection par des partisans de Donald Trump, le groupe Facebook « Stop the Steal » (« Arrêtez le vol ») a compté plus de 320 000 membres, enregistrant jusqu'à 100 nouveaux membres toutes les dix secondes... avant d'être fermé par Facebook le lendemain. « La prise du Capitole est le résultat de mouvements nés sur les réseaux sociaux, qui ont puisé leur oxygène dans les discours de fraude électorale », estime Renée DiResta, chercheuse à l'Observatoire de l'Internet de l'université de Stanford (Californie). Le 6 janvier dernier, cet événement désastreux pour la démocratie étasunienne s'est soldé par la mort de quatre personnes.

(1) Gérald Bronner, *Apocalypse cognitive* (PUF, Paris 2021).

(2) Ciaran O'Connor, Cooper Gatewood, Kendrick McDonald and Sarah Brandt, *"The Boom Before the Ban: QAnon and Facebook"*, (ISD/NewsGuard, 2020).

Les femmes, victimes de la haine en ligne

Typologie des messages haineux sur les réseaux sociaux en France*

Catégorie visée	Nombre de messages	Base 100
FEMMES	7,948 millions	100
Arabes/Maghrébins	1,752 million	22,0
LGBTQ	1,695 million	21,3
Situation de handicap	566 000	7,1
Roms/Gitans	299 000	3,8
Noirs/Africains	223 000	2,8
Musulmans	168 000	2,1
Chrétiens	156 000	2,0
Blancs	126 000	1,6
Juifs	79 000	1,0
Asiatiques	46 000	0,6

* Messages recueillis sur un « panier » de réseaux sociaux en France, incluant principalement (89 %) des messages sur Twitter, entre le 1^{er} janvier et le 31 mai 2019. Nombres arrondis au millier.

Source : Institute for Strategic Dialogue



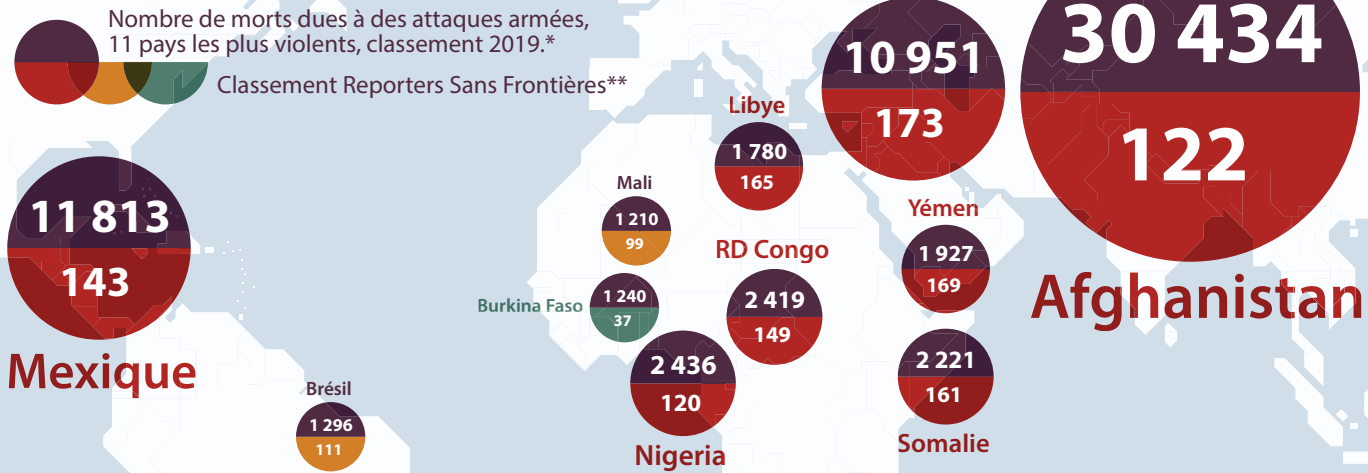
83%

des femmes journalistes dans le monde ont subi au moins une occurrence d'injure, menace ou harcèlement en ligne en 2017

Source : International Women's Media Foundation

En chiffres

Violence armée et état de la liberté de la presse



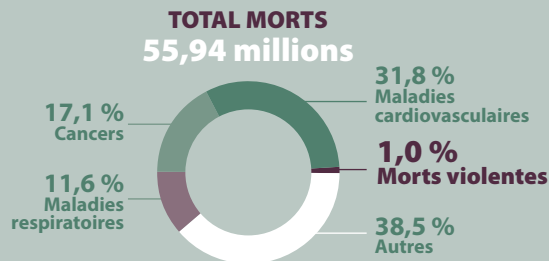
* Pays comptant au moins 1 000 morts dues à des attaques armées en 2019 (chiffres portant sur des attaques délibérées ayant causé au moins 25 morts)
 ** Rang au Classement Reporters Sans Frontières de la liberté de la presse 2021, établi sur 180 pays

Sources : Uppsala Conflict Data Program (UCDP), Reporters Sans Frontières.

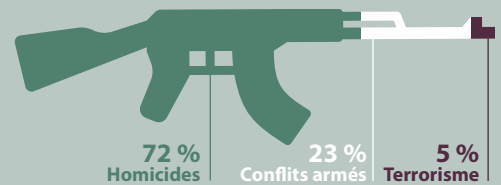
LA VIOLENCE ARMÉE DANS LE MONDE

La violence armée, faible cause de mortalité

Cause des morts dans le monde en 2017

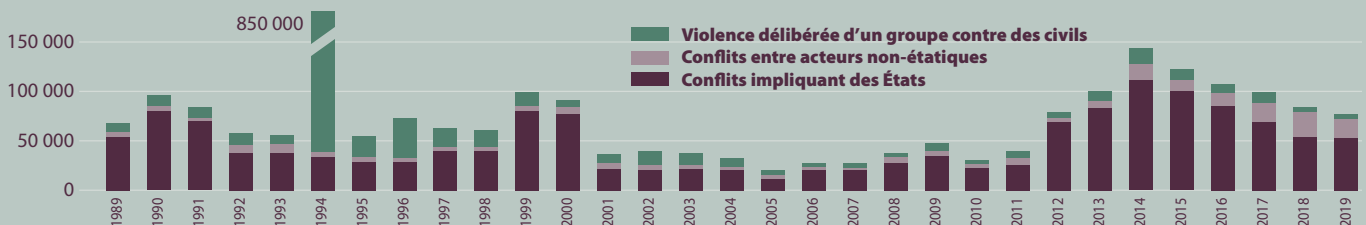


MORTS VIOLENTES
561 511



Source : Institute for Health Metrics and Evaluation (IHME), 2018.

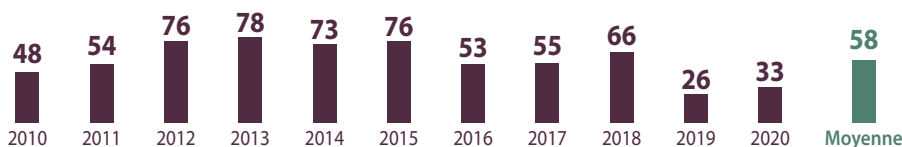
Mais une recrudescence du nombre de morts en conflits armés depuis 2010



Source : Uppsala Conflict Data Program (UCDP), chiffres portant sur des attaques délibérées ayant causé au moins 25 morts.

La violence armée, un risque pour les journalistes

Nombre de journalistes et professionnel.le.s des médias tué.e.s dans le cadre de leurs fonctions



Source : Committee to Protect Journalists

Les réseaux sociaux, nouveaux territoires de violence

+ de 600



Nombre de pages de groupes paramilitaires supprimées par Facebook aux États-Unis entre le 4 novembre 2020 et le 6 janvier 2021

Source : Facebook

Notre expérience

TRAITER
LES PROBLÈMES
DE FOND

© Fondation Hironnelle



Sacha Meuter, conseiller juridique et coordinateur de la recherche à la Fondation Hironnelle, expose la façon dont la Fondation réfléchit, avec des chercheurs et partenaires, au traitement par ses médias des violences extrêmes, question au cœur de sa mission.

La Fondation Hironnelle a été créée par des journalistes pour répondre à un événement d'une violence extrême, le génocide des Tutsi au Rwanda, puis elle s'y est à nouveau confrontée en initiant et soutenant des médias en République centrafricaine, en République démocratique du Congo, au Sahel ou encore au Myanmar. Quel mode opératoire a-t-elle élaboré au cours de sa longue expérience en la matière ?

Sacha Meuter : En simplifiant un peu les choses, on peut dire que dans ce type de situations, il y a trois réponses possibles : chercher à réduire au silence les propos haineux ; faire de la contre-propagande ; ou chercher à (re)créer un espace

Interview d'un policier par une journaliste de la Fondation Hironnelle. Province du Kasai, RD Congo © Gwenn Dubourthoumieu / Fondation Hironnelle

médiatique aussi impartial et inclusif que possible pour promouvoir le dialogue. La Fondation Hironnelle s'est toujours consacrée à la troisième option et si les fondamentaux de notre approche journalistique n'ont pas tellement changé, c'est surtout les moyens de diffusion qui ont évolué. En effet, nous passons de plus en plus par des réseaux de radios et TV locales partenaires qui insèrent nos programmes dans leur grille de diffusion.

Cette évolution présente des défis : comment répondre aux nombreux besoins d'information de différents segments d'audiences et en différentes langues, tout cela en beaucoup moins de temps de diffusion disponible ? Mais cela présente également des opportunités : nous formons des correspondant.e.s au sein de ces radios partenaires qui nourrissent nos programmes. Cette évolution peut renforcer notre approche basée sur l'écoute et le dialogue inclusif autour des causes profondes des tensions.

Quant à la diffusion en ligne, si nous pouvons maîtriser les contenus que nous postons sur les réseaux sociaux, nous ne maîtrisons pas les algorithmes de ces plateformes qui donnent plus ou moins de visibilité à ces contenus.

Or, il est de plus en plus clair que ces plateformes ont tendance à renforcer la fragmentation de la sphère publique en communautés d'opinion fermées sur elles-mêmes et ainsi la polarisation des sociétés. Le défi de (re)faire exister des espaces médiatiques impartiaux et inclusifs pour permettre

de recréer de la capacité de dialogue entre communautés d'opinion s'en trouve renforcé.

Face à la violence extrême, comment mesurer l'impact des réponses médiatiques possibles ?

De façon générale, il est très difficile de mesurer l'effet d'un média, ceci encore plus en zones de conflit. Toutefois, un effet vérifié de notre approche est celui de renforcer une culture de dialogue comme outil de résolution des conflits.⁽¹⁾ Des études montrent également les échecs de la « contre-propagande » face à la violence extrême, dans la mesure où cette contre-propagande ne traite pas des problèmes de fond qui créent un terreau fertile à la radicalisation.

A la Fondation Hironnelle, nous essayons de traiter de ces problèmes de fond. Une recherche menée à l'Est de la RD Congo⁽²⁾ a d'ailleurs montré que les auditeurs de nos émissions de dialogue avaient une meilleure compréhension des causes structurelles du conflit, un plus grand sens de leurs responsabilités et de devoir être partie prenante au processus paix. De même, nous savons que les questions de genre se retrouvent au cœur de beaucoup de processus de radicalisation avec des stéréotypes d'hyper-masculinité qui sont exploités pour recruter des jeunes hommes marginalisés. Dès lors, la question de l'effet de nos médias sur la promotion des droits des femmes, une relation plus apaisée et inclusive au genre est au centre d'un projet de recherche que nous menons dans trois pays du Sahel (Mali, Niger, Burkina Faso) sous la direction du Dr Emma Heywood.⁽³⁾ Ce projet produira ses résultats en 2022. ■

Renforcer une culture de dialogue comme outil de résolution des conflits

(1) Voir à ce sujet notre interview du chercheur Christoph Spurrk (<https://www.hironnelle.org/fr/blog/344-l-impact-d-une-information-depend-de-sa-qualite>) et son étude sur Studio Tamani et le processus de paix au Mali, 2016 : <https://www.hironnelle.org/pdfviewer/?lang=fr&id=320>.

(2) Jacob Udo-Udo Jacob, "Convincing Rebel Fighters to Disarm" (De Gruyter Oldenbourg, 2017).

(3) <https://www.femmpowermentafrique.com>

Témoignage

UNE INFORMATION CRÉDIBLE CONTRIBUE À CONTENIR LES DISCOURS DE HAINE

Lina Chawaf, journaliste syrienne exilée depuis 2011, préside Radio Rozana, média indépendant syrien basé à Paris. Elle raconte le travail des reporters syrien.ne.s confronté.e.s depuis dix ans à une violence quotidienne.

Pourquoi avez-vous quitté la Syrie en 2011 ?

Lina Chawaf : Je travaillais alors à Arabesque, historiquement la première radio FM syrienne mais aussi la plus populaire, que j'avais fondée cinq ans auparavant. Peu après le début de la révolution syrienne en mars 2011, le régime m'a demandé de diffuser des messages de propagande. J'ai refusé, car il s'agissait essentiellement de mensonges et de discours de haine. Au bout de quatre mois, j'ai reçu des menaces répétées d'arrestation et de mort sur ma personne et sur mes enfants. J'avais peur chaque jour, alors je me suis enfuie.

En 2012, j'ai été contactée par d'autres journalistes syrien.ne.s qui avaient été forcé.e.s de quitter le pays. Avec l'aide de la coopération internationale dont l'ONG danoise International Media Support et l'agence française CFI, nous avons lancé Radio Rozana en juillet 2013. Il s'agit d'un média indépendant basé à Paris, diffusé sur le web, qui fournit de l'information à la population syrienne. Nos valeurs sont la crédibilité, les droits humains, les droits des femmes, l'acceptation des différences, avec pour but de changer la société syrienne et d'apporter la démocratie dans le pays. Aujourd'hui notre équipe compte 5 personnes à Paris, 13 personnes dans la ville turque de Gazantiep proche de la frontière syrienne, environ 20 correspondant.e.s en Syrie et quelques autres au Liban, en Jordanie, à Istanbul, à Berlin... partout où vivent des Syrien.ne.s.

Pour les journalistes resté.e.s en Syrie, quelles sont les possibilités de travailler ?

Il est presque impossible de travailler librement en Syrie aujourd'hui pour tout journaliste, syrien ou étranger, parce que c'est très dangereux. La censure des groupes armés et autres acteurs politiques est partout. Cela varie selon les zones, mais le risque le plus important est de travailler dans des régions tenues par le régime. A Radio Rozana nous connaissons tous des journalistes et des ami.e.s, y compris parmi nos correspondant.e.s, qui ont été kidnappé.e.s et tué.e.s par le Front al-Nosra, le groupe Etat Islamique ou le régime syrien.



Lina Chawaf © DR

C'est pourquoi nous n'avons pas choisi nos correspondant.e.s parmi des journalistes professionnels, mais plutôt parmi des militant.e.s qui diffusaient de l'information sur les réseaux sociaux. Ils travaillent pour nous de façon clandestine. Pendant trois ans, nous avons pu les former au journalisme professionnel à Gazantiep, jusqu'à ce que les Turcs ferment leur frontière en 2015.

Dans un contexte si dangereux, comment produire une information crédible ?

Franchement, c'est difficile. C'est difficile de demander à nos correspondant.e.s qui sont syrien.ne.s, qui ont parfois vu mourir des membres de leur famille dans des conditions atroces, de rester neutres dans ce conflit. Ils ont assisté à tant d'injustices en dix ans... Par exemple, quand un bombardement au gaz sarin a eu lieu en août 2013 dans la banlieue sud-est de Damas, nous n'avons pas diffusé de reportage pendant 24h. Nos correspondant.e.s étaient sous le choc. Certain.e.s d'entre eux ont vu des dizaines de personnes mourir en quelques minutes. 1 600 personnes sont mortes cette nuit-là, le plus souvent dans des souffrances horribles. C'était tellement dur. Dans cette situation comme dans d'autres cas survenus en Syrie, des témoins voulaient exagérer le nombre de morts, dans l'espoir que cela ferait venir les secours plus tôt. Ils attendaient une aide internationale qui n'est jamais venue. Nous n'avons pu diffuser des reportages qu'au bout de 24h. Cela impliquait d'avoir compté les cadavres, parlé avec plus de sources que jamais, recoupé nos informations plus que jamais, en Syrie et à l'extérieur, pour réaliser un reportage crédible.

C'est difficile mais nous continuons à travailler ainsi car une information crédible contribue à contenir les discours de haine en Syrie. Et aujourd'hui, c'est tellement nécessaire. Car les réseaux sociaux sont pleins de propagande et de haine. Ils ont joué un rôle important dans la propagation pacifique de la révolution syrienne en 2011. Mais après dix ans de destruction, ils sont devenus la seule plateforme où le peuple syrien peut crier sa colère et son désespoir. ■

**Des témoins
voulaient exa-
gérer le nombre
de victimes,
dans l'espoir de
faire venir les
secours plus tôt**

La Fondation Hironnelle est une organisation suisse à but non lucratif qui fournit de l'information à des populations confrontées à des crises, pour leur permettre d'agir dans leur vie quotidienne et citoyenne. Par notre action, plusieurs millions de personnes dans des pays en guerre, des contextes de post-conflit ou de crise humanitaire, et des sociétés en transition démocratique ont accès chaque jour à des médias qui leur parlent, et qui les écoutent.

Impressum

Médiation

Semestriel publié par la Fondation Hironnelle

Directrice de la publication :
Caroline Vuillemin

Conception, rédaction :
Nicolas Boissez
Benjamin Bibas /
la fabrique documentaire

Conception graphique :
Marek Zielinski

Avenue du Temple 19C
1012 Lausanne, Suisse

hirondelle.org
info@hirondelle.org
T. + 41 21 654 20 20

Pour nous aider :
Crédit Suisse AG
IBAN :
CH05 0483 5041 8522 8100 5

ISSN 2624-8840 (Print)
ISSN 2624-8859 (Online)